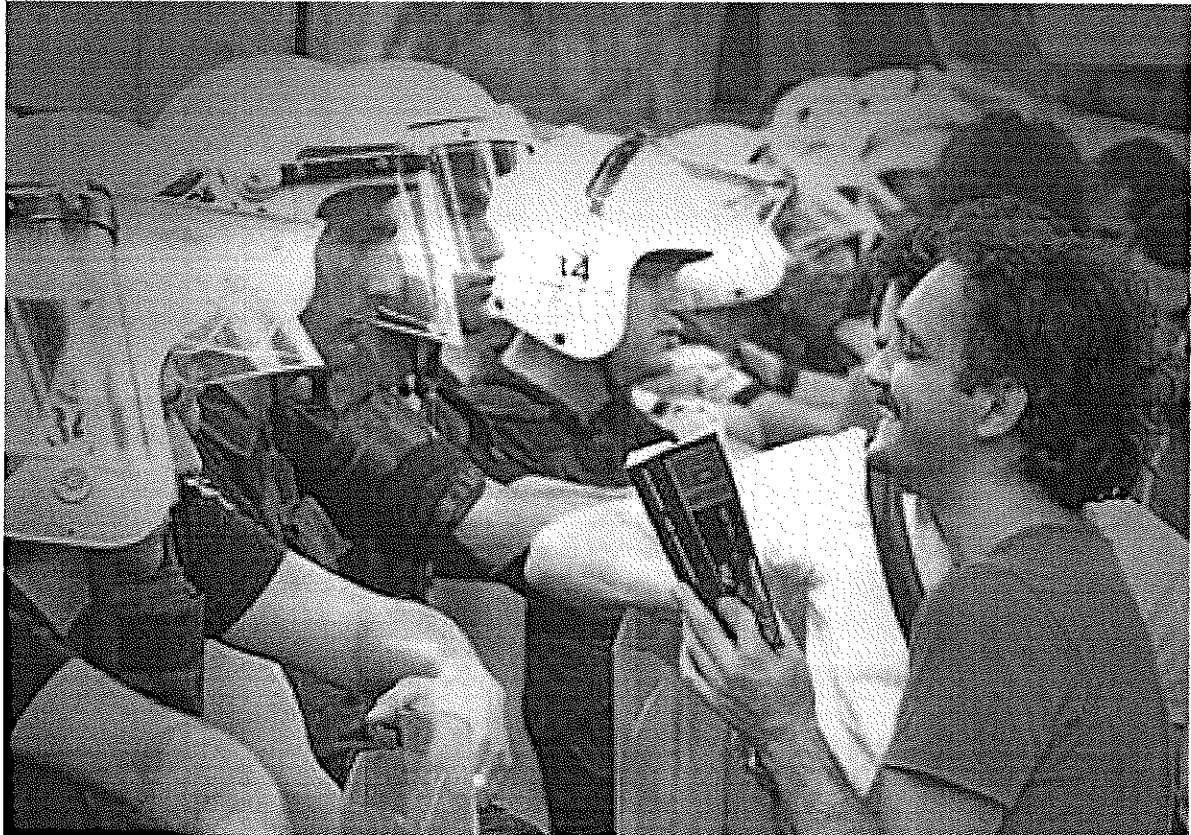


Génération GEZI ?

21 mai 2015



KAZANCIGİL Ali, « La mise à l'épreuve du "modèle" turc », *P@ges Europe*, 22 octobre 2013
– La Documentation française © DILA

GEZER Ozlem, « Génération Gezi – Tonton Sahmi et la nouvelle Turquie », *Der Spiegel*, 24 juin 2013.

Le « modèle » turc mis à l'épreuve

Ali Kazancigil*

Au début des années 2000, sous les gouvernements successifs dirigés par le Parti de la justice et du développement (AKP), formation issue de l'islam politique national, la Turquie a connu ses « dix glorieuses ». Grâce à la stabilité politique et aux réformes introduites dans le cadre des négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE), la démocratie a progressé, même si beaucoup reste à faire en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales. Notamment l'adoption d'une nouvelle Constitution (dont une commission parlementaire est actuellement chargée) qui devrait permettre de démanteler une législation pénale très répressive, imposée par la junte militaire aux commandes du pays de 1980 à 1983. Autre développement politique favorable : le gouvernement a fait des ouvertures en direction du Parti kurde des travailleurs (PKK), pour mettre fin à « la sale guerre » qui sévit depuis 1984 et régler enfin cette question de manière démocratique. Grâce à une politique économique, financière et sociale dynamique et un taux de croissance élevé, la Turquie est actuellement la 15ème économie mondiale en termes de parité de pouvoir d'achat. Le revenu par habitant a été multiplié par trois en dix ans et la part de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté est passée de 28 à 18 %. Ce pays, longtemps en mal de développement et considéré comme périphérique par l'Europe, a changé de statut pour devenir une puissance émergente, influente sur le plan régional et reconnue sur le plan international. Ankara a élaboré une diplomatie de soft power, avec pour axiome « zéro problème avec les voisins ». Lors du « Printemps arabe » qu'ont notamment connu, début 2011, la Tunisie, l'Égypte et la Lybie, les manifestants ont exprimé de l'intérêt pour l'expérience turque, notamment pour être parvenue à faire coexister démocratie, économie de marché dynamique et islam. Les médias internationaux allèrent jusqu'à parler de « modèle turc », formule accrocheuse mais exagérée. Les dirigeants turcs eux-mêmes récusèrent ce terme, préférant faire de leur pays une expérience et une source d'inspiration pour les sociétés arabo-musulmanes.

Le tournant autoritaire du gouvernement de l'AKP

À partir de la troisième victoire électorale de l'AKP aux élections législatives de juin 2011, faisant suite à celles de 2002 et 2007, les déficiences de ce prétendu modèle sont devenues plus visibles et préoccupantes. L'homme fort de cette politique, le charismatique Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, a versé dans un exercice de plus en plus autoritaire et personnel du pouvoir au mépris de la séparation des pouvoirs, des droits de l'homme et de la femme, des libertés fondamentales et des libertés publiques. Les réformes démocratiques ont été réduites au minimum. R.T. Erdogan a accentué la pression sur les médias et sur ses opposants, notamment la communauté kurde. Des dizaines de journalistes critiques, de même que des milliers de militants kurdes qui n'avaient commis aucune violence, furent emprisonnés. Des personnalités de réputation internationale, comme l'écrivain Nedim Gürsel et le pianiste Fazil Say furent traduits en justice pour atteinte aux valeurs de l'islam. Cédant à son tropisme

d'homme pieux et conservateur, le Premier ministre a imposé des mesures et tenu des propos vécus comme autant d'ingérences dans la sphère privée : limitation de la consommation d'alcool, injonction faite aux femmes d'avoir trois enfants et de demeurer chez elles, critique du droit à l'avortement (acquis en 1981) et tentative de le restreindre. Pourtant, en septembre 2013, R. T. Erdogan a annoncé plusieurs réformes concernant les droits des Kurdes, avec lesquels les négociations – lancées fin 2012 – continuent ainsi que l'abaissement du seuil de voix nécessaires pour entrer à l'Assemblée nationale, jusque-là fixé à 10%. Ce paquet législatif inclut aussi la suppression de la législation interdisant aux femmes portant le foulard islamique de présenter leur candidature aux élections locales et nationales, d'accéder au Parlement et à la fonction publique, à l'exception des secteurs de la justice, de l'armée et de la police. Autant de mesures auxquelles tous les partis politiques représentés au Parlement sont favorables, ne serait-ce que pour des raisons électorales dès lors que 65 % des femmes turques portent le foulard islamique. Le Premier ministre affirme que ces mesures ne sont pas prises au nom de l'islam, mais de la santé publique, de la nécessité d'agir contre le vieillissement de la population, la Turquie ayant achevé sa transition démographique, et, enfin, visent à mettre fin à une pratique discriminatoire. Il n'en reste pas moins que les éléments d'un ordre moral islamique s'installent progressivement dans la société. Sur le plan institutionnel, le chef du gouvernement milite pour une présidentialisation du régime où le futur chef de l'État – poste qu'il compte bien occuper à partir de 2014 – disposerait de tous les pouvoirs, lui valant d'être qualifié par ses opposants de « Poutine turc ». Rejeté par 65 % des citoyens selon la grande majorité des sondages, ce projet suscite une sérieuse résistance au sein de la population, et notamment de l'AKP, qui y voient un risque d'autoritarisme et d'islamisation croissant de la société.

Sur le plan diplomatique, le gouvernement a essuyé plusieurs revers : loin d'être parvenu à son objectif de « zéro problème avec les pays voisins », la Turquie rencontre aujourd'hui des difficultés avec la majorité des pays de la région dont la Syrie, l'Irak (à l'exception de la région kurde autonome), l'Égypte, Israël, l'Iran, sans parler de l'Arménie et de la République de Chypre avec lesquelles les relations diplomatiques sont gelées. Les relations avec l'UE, objet de tergiversations récurrentes depuis des années autour de la question de l'adhésion, sont très tendues tout comme celles, dans une moindre mesure et plus ponctuellement, avec les États-Unis.

L'émergence d'un contre-pouvoir

Ayant réussi l'exploit de renvoyer l'armée dans ses casernes et de mettre ainsi fin à l'emprise de celle-ci sur le régime, R.T. Erdogan a considéré à tort qu'il avait les mains libres pour réformer les institutions et la société face, par ailleurs, à une opposition parlementaire faible. À la tête du gouvernement depuis onze ans, victime d'une certaine « fatigue du pouvoir » tout en étant persuadé qu'il y demeurera aussi longtemps qu'il le voudra, il n'a pas su anticiper l'émergence d'une force de contestation, en un sens plus redoutable que celle de l'armée : celle de larges pans de la société qui, pour s'être émancipée du pouvoir, ne voulait plus se soumettre à son autoritarisme, à ses oukases, à ses ambitions démesurées et à ses intrusions dans la sphère privée.

Depuis sa création, les tendances autoritaires ont caractérisé la République. En ce sens, l'attitude du Premier ministre, visant à devenir à son tour « le chef unique, le père de la nation » à l'instar de Mustafa Kemal Atatürk, ne sont pas étrangères aux traditions de l'État turc. À cette grande différence près que ce second père est, dans une Turquie laïque, un musulman très conservateur et pieux. Pour réaliser ses ambitions, R.T. Erdogan s'est employé à aggraver la polarisation de la société entre laïcs occidentalisés, qualifiés de « Turcs blancs », et musulmans conservateurs, appelés « Turcs noirs », une césure que n'apprécient guère ses propres électeurs, y compris au sein de certains courants de l'AKP. Car ces « Turcs noirs », qui n'ont pas pris part à la modernisation kémaliste des années 1920-1930, s'ouvrent eux aussi tout en restant fidèles à leur culture islamique et à leurs traditions.

Plusieurs dynamiques entravent la mise en œuvre de ce binôme « autoritarisme/islamisation ». Aucun des quatre partis présents à l'Assemblée nationale ne préconise un régime autoritaire, sauf peut-être et implicitement la petite formation d'extrême-droite, le Parti de l'action nationaliste. Quant au projet de présidentialisation du régime, tous les partis d'opposition le rejettent. L'AKP, sous la houlette de R.T. Erdogan, s'y montre certes favorable, mais plusieurs de ses responsables, dont le Président de la République, Abdullah Gül, et certains courants en son sein, sont très réservés. Tous sont opposés au projet d'un islam politique, y compris l'AKP dont les statuts ne font aucune référence à la religion. Formation hétérogène, celle-ci compte des courants laïques, transfuges d'anciens partis de centre-droit. Le courant majoritaire, né de la doctrine dite de la Vision nationale des années 1970-1990 inspirée des Frères musulmans égyptiens, n'a plus pour objectif d'islamiser la sphère politique, ce que confirme le bilan de l'AKP au terme d'une décennie au pouvoir. Toujours dans la mouvance islamique, la communauté güleniste (du nom de son fondateur, le théologien Fethullah Gülen) (1), très riche et puissante organisation de la société civile d'essence religieuse, s'oppose également avec fermeté à ces tendances autoritaires et d'islamisation du politique.

Au sein de la société, la frange laïque est hostile à tout ce qui favorise cette islamisation. Certains laïcs, même s'ils sont minoritaires, préféreraient même un régime autoritaire voire militaire, pour conjurer ce qu'ils considèrent comme un danger. Mais la majorité de cette partie de la population a compris qu'une démocratie solidement ancrée est le seul antidote à ce tandem « autoritarisme/islamisation ». Le changement le plus important intervenu au sein de la société est l'apparition de « la nouvelle bourgeoisie islamique », principale base sociale de l'AKP. Il s'agit d'une nouvelle classe d'entrepreneurs issue de la révolution économique et sociale qui, à partir des années 1980, a réveillé l'Anatolie centrale et orientale, dont les populations avaient été laissées pour compte par la modernisation kémaliste. Des villes comme Kayseri, Konya ou Gaziantep sont devenues des centres industriels et de véritables métropoles. Ce développement par le bas a été impulsé par ces nouvelles élites, par ailleurs pieuses et fidèles à leurs traditions. Leurs épouses et leurs filles, portant toujours le foulard islamique, travaillent et font des études. Ces entrepreneurs ont intégré la rationalité de l'économie libérale, tout en restant des musulmans pratiquants. Une telle évolution modifie profondément leur rapport à l'islam en l'individualisant. Partisans de l'adhésion de la Turquie à l'UE, ils exportent leurs produits et empruntent sur les marchés mondiaux. Leur montée en puissance a fait d'eux les concurrents des élites économiques et du grand capital stambouliotes. Ils soutiennent et financent l'AKP

mais désapprouvent la dérive autoritaire et les tentatives de R.T. Erdogan de diviser la société. Ce dernier ne peut pas se permettre d'ignorer leur point de vue.

Deux logiques, l'une électorale, l'autre économique sont hégémoniques dans la Turquie contemporaine. La première est aux fondements de la démocratisation, de l'émancipation de l'individu et de l'autonomisation de la société civile. La seconde est au service du capitalisme turc. L'islam et le nationalisme sont également présents dans l'espace public, mais ce sont des facteurs moins structurants. D'une part, les Turcs ont accepté dans leur grande majorité le principe de la laïcité, à condition que celle-ci ne soit pas jacobine et autoritaire, comme ce fut le cas dans le passé. D'autre part, ils votent, depuis 1946, de manière à rationnellement conjuguer intérêts personnels et critères religieux ou ethniques. Par exemple, lors des élections législatives de 2007, 80 % des électeurs ayant voté pour l'AKP plaçaient en tête des motifs de leur choix la réussite du gouvernement dans les domaines économique et social.

Deux processus d'une importance cruciale pour la démocratie ont en effet connu une évolution positive au sein de la société civile, permettant à celle-ci de s'émanciper de l'étroite tutelle exercée par l'État : l'individualisation et la sécularisation. Les citoyens ont appris à penser par eux-mêmes et à développer un point de vue critique, qu'il s'agisse de la politique, de leur rapport à la religion ou encore des tabous imposés par l'État (à commencer par celui pesant sur le génocide des Arméniens ottomans en 1915 au sujet duquel un travail de mémoire a été engagé au sein de la société à partir de 2005). La sécularisation se traduit à la fois par un recul du rôle structurant de la religion dans les relations sociales et par l'acceptation du pluralisme idéologique, religieux, ethnique et linguistique qui implique le respect des droits des minorités. Certaines d'entre elles, comme les Kurdes et les Alévis (une confession hétérodoxe, issue de l'islam chiite), sont importantes, chacune représentant près de 20 % de la population.

Le « Mai 68 turc »

L'ample mouvement de contestation contre le Premier ministre, durant tout le mois de juin 2013 est un événement historique. Commencé à Istanbul, sur la place Taksim, il s'est étendu à toutes les grandes villes. Il s'agit d'un mouvement citoyen qui, grâce à la mobilisation via les réseaux sociaux a rassemblé des dizaines de milliers d'individus en l'absence de tout leadership ou parti politique. La spontanéité du mouvement, le côté festif de l'évènement et son rejet de l'autoritarisme du pouvoir ont amené une partie de la presse turque à l'assimiler au « Mai 68 » français. Parmi les manifestants, outre les « Turcs blancs », majoritaires, on trouvait aussi des « Turcs noirs », dont des musulmans pratiquants et des femmes portant le foulard, tous unis contre la posture autoritaire du Premier ministre, sa prétention à s'arroger tous les pouvoirs, ses intrusions dans la sphère privée. Tous exprimaient leur désir de vivre dans une société plus libérée et plus juste. Bien que le Président de la République A. Gül ait déclaré que les manifestants ne faisaient qu'utiliser leur droit à manifester et qu'il fallait les écouter, le Premier ministre, pour sa part, a répondu par la répression. Les violences policières ont fait cinq morts. L'indignation causée par une telle violence a inscrit le mouvement dans la durée et renforcé l'« esprit de Gezi »(2).

Ce « Mai 68 turc » a confirmé, sur le terrain, les évolutions positives de la société turque. Le mouvement de contestation sociale et politique a voulu signifier au Premier ministre qu'il devait compter, désormais, avec ce contre-pouvoir démocratique. L'« esprit de Gezi » comporte une dimension freudienne : la société civile a tué la figure du « chef, père de la nation », dans ces versions laïque et islamique, ce qui, au regard des normes européennes, devrait constituer une bonne nouvelle pour l'avenir de la démocratie en Turquie. Mais une hirondelle ne faisant pas le printemps, il faudrait bien d'autres « bonnes nouvelles » pour asseoir en Turquie un État de droit et une démocratie conformes à ces normes.

Notes

(1) Ce mouvement, d'inspiration soufie, est conservateur sur les questions de société mais libéral sur le plan politique. Il est craint des laïcs turcs qui le soupçonnent de vouloir prendre le pouvoir. Certains le comparent aux jésuites compte tenu de l'importance qu'il donne à l'éducation. Il existe plusieurs dizaines de lycées Gülen de par le monde y compris en France, le ministère de l'Éducation nationale ayant considéré que ses enseignements d'une qualité reconnue ne contrevenaient pas au principe de laïcité.

(2) du nom du petit parc situé juste à côté de la place Taksim menacé par la construction d'un centre commercial et d'une mosquée décidée par R.T. Erdogan sans aucune concertation avec les habitants du quartier ; le sort réservé à ce parc est à l'origine de la contestation du printemps 2013.

Éléments bibliographiques

- Dilek Yankaya, *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, Paris, PUF, 2013
- Ali Kazancigil, Faruk Bilici et Deniz Akagül (dir.pub.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Fayard, à paraître en novembre 2013.
- Ali Kazancigil, *La Turquie – Idées reçues*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2008.
- Dorothee Schmid, « La Turquie après la guerre froide. Cavalier seul » in *Grande Europe* n° 37, octobre 2011.
- Jean Marcou, « Turquie. Recep Tayyip Erdogan, plus que jamais maître à bord », in *Grande Europe* n° 36, septembre 2011.

* Codirecteur (avec Georges Prevelakis) de la revue de géopolitique *Anatoli : De l'Adriatique à la Caspienne*, Éditions de CNRS.

Pour citer cet article, Ali Kazancigil, « La mise à l'épreuve du "modèle" turc », *P@ges Europe*, 22 octobre 2013 – La Documentation française © DILA

Mis à jour le 22/10/2013



> [Hors-série n° 2014-1](#) > [Europe](#) > [Moyen-Orient](#) > [Économie](#) > [Allemagne](#) - [Turquie](#)

GÉNÉRATION GEZI • Tonton Sahmi et la nouvelle Turquie

Son oncle d'Istanbul vénère Erdoğan, son cousin soutient les manifestants du parc Gezi et ses parents à Hambourg se disputent sur l'avenir du pays. Les déchirements d'une famille racontés par une journaliste allemande d'origine turque.

[Der Spiegel](#) | Ozlem Gezer

4 mars 2014 |

Je suis assise dans un salon à l'orientale, à Istanbul, et je bois du thé. Cela fait des heures que j'écoute Sahmi. "Erdoğan a gagné", ne cesse-t-il de répéter, tantôt en levant la main, tantôt en tapant sur la table. Sahmi a 64 ans, il est retraité, il vit à Istanbul. Et c'est mon oncle.



Ces dernières semaines, Sahmi est souvent allé prier dans la petite mosquée de sa rue pour le Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, pour que Dieu le protège et lui donne la force de résister aux agresseurs. Erdoğan n'a jamais déçu Sahmi, qui continue de le voir comme un vainqueur. A ses yeux, le Premier ministre a remporté la bataille de la place Taksim. Il ne reste plus qu'à punir les coupables. Ensuite, Sahmi sera satisfait.

Les manifestants ont tout saccagé, les belles pelouses et les fleurs, ils ont incendié des bus municipaux et volé des voitures de police. Pire, ils ont insulté son Premier ministre et l'AKP, le parti pour lequel vote Sahmi, convaincu qu'avec eux le pays est entre de bonnes mains.

Mon oncle n'est pas allé voir le campement des manifestants du parc Gezi, distant d'à peine une quinzaine de kilomètres de chez lui. Mais il a entendu ce qu'en a dit Erdoğan, et ça lui suffit : ça sent la pisse, les manifestants font des stocks de capotes, ce sont tous des terroristes. Mon oncle est convaincu que derrière ces protestations se cachent des forces obscures, à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Parlons-nous du même endroit ? Ces dernières semaines, j'ai passé beaucoup de temps avec les gens du parc Gezi, je suis restée des journées entières à discuter avec eux. Nous avons été agressés, j'ai respiré des gaz lacrymogènes, j'ai couru pour échapper à la police, j'ai failli me faire arrêter. Et pourtant mon oncle affirme que tous ces gens sont des terroristes... Sahmi est le mari de la sœur de ma mère, l'ami de mon père depuis le bac à sable, celui qui m'a emmenée au zoo pour la première fois. Aujourd'hui, j'ai l'impression d'être face à un étranger.

J'étais à Berlin quand les manifestations ont commencé à Istanbul. Sur mon ordinateur, je regardais une chaîne norvégienne qui diffusait en direct ce qui se passait sur la place Taksim. Les grenades lacrymogènes fusaient, on aurait dit un champ de bataille. Je voulais comprendre ce qui se passait dans cette ville où j'ai passé tous les étés de mon enfance. J'ai appelé mon père, qui m'a dit : "C'est une révolution contre le sultan, enfin !" Ma mère a crié dans le téléphone que c'étaient des provocateurs, qu'ils voulaient diviser le pays. Puis j'ai téléphoné à mon meilleur ami, Ümit, à Istanbul. Il venait de participer à des manifestations sur la place Taksim, il s'était enfui en empruntant une des rues adjacentes, il avait inhalé des gaz lacrymogènes, et l'eau mélangée à des produits chimiques que la police aspergeait sur la foule lui brûlait la peau. Il m'a dit : "Ici, c'est la guerre. Et la presse roupille." J'ai réservé un billet d'avion pour Istanbul.

Disque rayé. Depuis, tous les membres de ma famille essaient de m'expliquer ce qui se passe en Turquie. Mon oncle dit que je ne dois pas me laisser influencer par les manifestants. Ils font du bruit, mais ils ne représentent pas la Turquie. Les "silencieux", la majorité des Turcs, et lui sont derrière Erdoğan. Ce sont les 50 %, les fidèles électeurs de l'AKP. Pour Sahmi, il n'y a pas d'autre choix qu'Erdoğan. Il est charismatique, il est bel homme, il a rendu le pays fort sur les plans économique et diplomatique. Il ose même tenir tête à l'Union européenne, par exemple lorsque Bruxelles a critiqué la façon dont il traitait les manifestants. "Occupez-vous plutôt de la Grèce, nous ne sommes pas encore dans l'UE. Qui êtes-vous donc pour nous juger ?" a-t-il rétorqué.

Mon oncle aime ce genre de phrases, elles l'aident à traverser la vie avec fierté. Pour lui, Erdoğan est l'homme qui a construit la superpuissance turque : des autoroutes en Anatolie, la première centrale nucléaire, un nouveau pont sur le Bosphore, un autre aéroport pour Istanbul, un nouveau canal vers la mer de Marmara. Le progrès ! La prospérité ! Ne vois-je donc pas que l'économie est en plein boom ?

Et Erdoğan n'oublie pas les petites gens. Il y a des aides pour les familles, les malades et les personnes âgées. Des manuels scolaires gratuits. Plus de droits d'inscription dans les universités publiques. On n'attend plus des heures pour passer une radio. Pour la première fois, l'inflation est descendue sous la barre des 10 %. Et, encore plus important pour mon oncle qui a découvert à 50 ans le pieux musulman qui sommeillait en lui, on peut désormais être fier de sa religion : "Erdoğan est un Premier ministre qui va à la mosquée, avec son peuple." Les kémalistes ont opprimé les musulmans religieux pendant des

décennies. Avec Erdoğan, c'est fini : être croyant est de nouveau en vogue. "Les gens du parc Gezi ne le voient-ils donc pas ?" me demande mon oncle. J'ai l'impression d'entendre un disque rayé.

Il y a deux semaines, lorsque Erdoğan s'est fait acclamer par ses partisans à Istanbul, il a joué des coudes dans la foule pour voir son Premier ministre : "Les gens étaient pleins d'amour." Pourquoi est-ce que personne n'en a parlé ? Pourquoi est-ce que moi, sa nièce, je n'y suis pas allée, au lieu de passer mon temps sur la place Taksim ? La fracture qui scinde la Turquie divise aussi ma famille. Aujourd'hui, c'est comme si aucun pont ne reliait les deux camps.

Mon cousin Murat, le fils de Sahmi, fait ses études à Eskişehir, à 200 kilomètres à peine d'Istanbul. Il campe depuis plusieurs jours devant un centre commercial. La nuit, il manifeste devant le siège local de l'AKP contre Erdoğan, le héros de son père. Il porte un foulard pour se protéger des gaz lacrymogènes et une parka pour éviter de se faire tremper par les canons à eau. Il joue sur sa guitare l'hymne des *çapulcular*, les "vandales", comme Erdoğan a appelé les manifestants.

Murat fait partie de la génération Gezi, de ceux qui ont grandi sous Erdoğan et qui manifestent pour la première fois de leur vie. Contre un Premier ministre et son parti qui qualifient les homosexuels de "malades". Contre un homme qui ponctue ses décisions politiques de la formule "Si Dieu le veut". Murat s'interroge : "Et alors, si je ne crois pas en Dieu, les décisions d'Erdoğan, elles ne me concernent pas ?" Avant d'ajouter : "J'ai déjà un père, je n'ai pas besoin d'un deuxième." Mon cousin est furieux. A la télévision, il a vu des policiers cogner sur les manifestants à Izmir. Il appelle son père et crie dans l'appareil : "C'est ton Erdoğan qui a fait ça !" Sahmi aboie en retour : "Peut-être qu'ils n'avaient pas le choix !"

Mon oncle me montre une vidéo sur Internet. Un policier crie à la caméra : "Arrêtez de nous filmer, filmez les manifestants." Le policier montre des barrières cassées, des briques arrachées. De rage, il jette sa bouteille d'eau par terre. "Si je n'utilise pas de gaz lacrymogènes, je fais quoi ? Je leur pète dessus ?" Les policiers sont des êtres humains eux aussi, explique mon oncle.

De jeunes agents de police, j'en vois tous les jours dans mon hôtel, qui donne sur le parc Gezi. Erdoğan les a fait venir par avion de tout le pays. Assis sur des chaises en plastique, ils boivent du thé. Ils recouvrent de peinture les slogans que les manifestants ont bombés sur la chaussée et même sur les voitures garées le long de la rue. Ils attendent les instructions, posent avec leur lance-grenades et se photographient avec leur téléphone.

150 000 fleurs. Ce n'est peut-être pas joli joli de dresser des barricades sur la place Taksim et de taguer des slogans sur des banques. Mais cela autorise-t-il à lancer des grenades lacrymogènes sur les manifestants ? Ces dernières semaines, j'ai vu une jeune femme la tête ensanglantée que l'on transportait vers un poste de secours. J'ai vu des enfants blessés courir dans tous les sens en hurlant. Je n'ai rien raconté de tout cela à oncle Sahmi. Je sens qu'il n'a pas envie de savoir. J'ai peut-être tort, mais je n'ai plus la force d'argumenter avec lui.

A présent, Erdoğan fait planter 150 000 fleurs et de nouveaux arbres au parc Gezi. Mais que sont ces quelques fleurs comparées à cette belle et nouvelle Turquie que j'ai rencontrée au campement des manifestants ? "Ne sois pas triste, me dit mon père au téléphone, ce n'est que le début, la résistance va continuer".

Je n'ai pas parlé à mes parents depuis des jours. Dans leur appartement, dans une tour du quartier Saint-Paul à Hambourg, ils ne parlent que des manifestations du parc Gezi. En Allemagne aussi,

quelque chose a changé. Mon frère Özgür raconte que le mouvement Gezi a une antenne à Hambourg dans un jardin à côté des quais.

Il me surprend lorsqu'il me dit que la violence policière ne l'a pas choqué tant que ça. Chez nous aussi, en Allemagne, la police utilise des canons à eau et des grenades lacrymogènes, comme lors des manifestations contre Stuttgart 21, le projet de réaménagement de la gare de Stuttgart. Ce qu'il trouve vraiment choquant, c'est la façon dont le gouvernement turc traite les avocats, le fait qu'il les fasse arrêter simplement parce qu'ils expriment leur opinion. Le fait aussi qu'il condamne des utilisateurs de Twitter à des peines de prison. Qu'il lance des enquêtes sur les médecins qui ont porté secours aux blessés et sur les journalistes qui ont couvert les manifestations. "C'est quoi, ce pays ?" demande mon frère.

"Mauvaise image". J'essaie d'imaginer Angela Merkel disant devant les caméras de télévision : "Sur le site de Stuttgart 21, ça pue la pisse", "Si Dieu le veut, nous inaugurerons bientôt le nouvel aéroport de Berlin." C'est tout bonnement impensable. Pendant que nous discutons, mes parents se disputent au téléphone. Mon père s'en prend à Erdoğan, ma mère l'interrompt. "Arrête ! Tu ne vois pas que tu donnes une mauvaise image de la Turquie ?"

Ma mère vient d'une famille ouvrière de gauche, son père était un dirigeant syndical des chemins de fer turcs. Dans notre salon à Hambourg, le portrait d'Atatürk, le fondateur de la République turque, est toujours accroché au mur. Ma mère est déchirée : d'un côté elle comprend la contestation, de l'autre elle a peur pour son pays. Elle craint que l'économie en pâtisse, que les touristes ne viennent plus. Et elle en a marre de devoir sans cesse défendre sa chère Turquie. Ma mère est femme de ménage dans un hôpital où les médecins lui demandent tous les jours : "Est-ce que les islamistes vous ont terrorisée ?" Ils disent : "Maintenant, vous n'entrerez plus dans l'UE."

Mon père, lui, est fier de la jeunesse de Gezi, de la Turquie qui s'est enfin réveillée. Avec ses clients, dans son taxi, et avec ses collègues, il ne parle que de ça. Il se réjouit de retrouver bientôt oncle Sahmi. Il se promet de lui dire en face qu'Erdoğan, "son" Erdoğan, a perdu. Il vient de prendre son billet d'avion. Fin juillet, il se rendra à Istanbul. Dans la nouvelle Turquie.

—Özlem Gezer

Publié le 24 juin 2013 dans Der Spiegel Hambourg

Der Spiegel | Ozlem Gezer

4 mars 2014 |

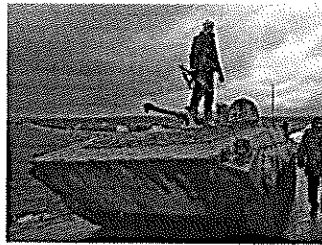
À LIRE ÉGALEMENT

- ÉTATS-UNIS • Investissement faramineux des frères Koch pour la présidentielle de 2016
- L'EI va encore plus loin dans l'horreur pour terroriser l'ennemi
- Irak: les défaites de l'EI dans le nord révèlent de nouvelles atrocités
- DANEMARK • "Quand finira ce cauchemar ?"
- ÉTATS-UNIS • Ce que va nous coûter le pétrole bon marché

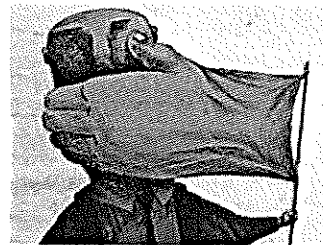
AILLEURS SUR LE WEB



ROYAUME-UNI • Les riches étrangers transforment Londres en ville fantôme (Courrier international)



Syrie: les enquêteurs de l'ONU prêts à passer à la vitesse supérieure (Courrier international)



VU D'ITALIE • Quand la France a peur d'un enfant de huit ans (Courrier international)

Recommandé par

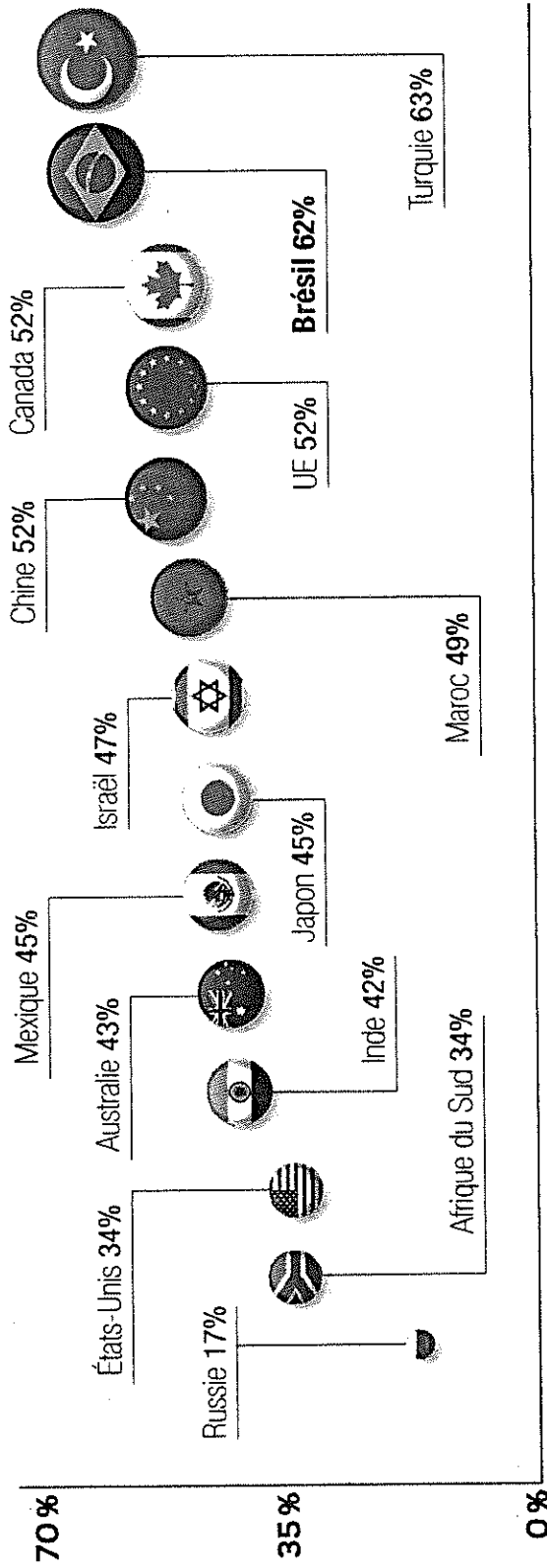
À LIRE ÉGALEMENT SUR LES SITES DU GROUPE

- TwitDSK : « C'est la première fois que j'ai pu m'expliquer » (Le Monde)
 - Yanis Varoufakis, l'intrus chez les grands argentiers européens (Le Monde)
 - Voilà pourquoi certaines femmes ont renoncé aux tampons (Le Huffington Post)
-

© Courrier international 2015 | Fréquentation certifiée par l'OJD | ISSN de la publication électronique : 1768-3076

REYNIE Dominique, La jeunesse du monde, Eds. Lignes de Repères,
2011, p. 75.

- La société idéale selon la jeunesse brésilienne : répartir équitablement les richesses



Question : qu'est-ce qui caractérise votre société idéale : une société où les richesses sont équitablement réparties ou une société où la performance individuelle est récompensée ?